

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/42524]

29 MAI 2023. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4.59, § 7, du Code civil

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 4.59, § 7, du Code civil, remplacé par la loi du 30 juillet 2022 ;

Vu l'avis n° 45/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2023 ;

Vu l'avis n° 73.328/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2023 ;

Considérant qu'en l'absence d'un impact budgétaire, il n'est pas nécessaire de demander l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget ;

Sur proposition du ministre des Finances et de la Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° administration : l'Administration générale de la documentation patrimoniale ;

2° fonctionnaire : un fonctionnaire du bureau compétent de l'administration qui, conformément à l'article 4.59, § 2, alinéa 4 ou 5, du Code civil, établit et délivre un acte ou un certificat d'hérédité ;

3° acte d'hérédité : acte d'hérédité visé à l'article 4.59 du Code civil et établi par un fonctionnaire ;

4° certificat d'hérédité : certificat d'hérédité visé à l'article 4.59 du Code civil et établi par un fonctionnaire ;

5° demandeur : une ou plusieurs personnes qui peuvent demander un acte ou un certificat d'hérédité, conformément à l'article 4.59, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code civil ;

6° banque de données : la banque de données tenue par l'Administration générale de la documentation patrimoniale pour l'exécution de ses missions légales et réglementaires.

CHAPITRE 2 — Acte d'hérédité

Section 1^{er} — Demande

Art. 2. Le demandeur peut, tant par voie papier que via MyMinfin, introduire une demande d'établissement et de délivrance d'un acte d'hérédité, et déposer les pièces nécessaires.

Art. 3. Les documents papiers sont envoyés via un prestataire de services postaux à l'adresse communiquée par l'administration.

Ces documents sont traités par l'administration conformément à l'article 213, § 1^{er}, de la loi du 26 janvier 2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service public fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales.

Section 2 — Etablissement et signature

Art. 4. L'acte d'hérédité est établi sous forme dématérialisée.

Art. 5. Le fonctionnaire signe l'acte en usant d'une signature visée à l'article 8.15, alinéa 3, du Code civil.

Art. 6. Au plus tard avant la transcription hypothécaire de l'acte d'hérédité, le fonctionnaire peut apporter des corrections ou des ajouts au pied de la minute pour rectifier une erreur ou une omission matérielle, sans porter atteinte à la portée de l'acte.

Chaque expédition ultérieure de l'acte mentionne ces corrections ou ajouts.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/42524]

29 MEI 2023. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 4.59, § 7, van het Burgerlijk Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, artikel 4.59, § 7, vervangen bij de wet van 30 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 45/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 maart 2023;

Gelet op het advies nr. 73.328/2 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 maart 2023;

Overwegende dat er geen budgettaire weerslag is en het dus niet nodig is het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting te vragen;

Op voordracht van de minister van Financiën en van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1 — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° administratie: de Algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie;

2° ambtenaar: een ambtenaar van het bevoegde kantoor van de administratie die overeenkomstig artikel 4.59, § 2, vierde of vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek, een akte of attest van erfopvolging opmaakt en aflevert;

3° akte van erfopvolging: een akte van erfopvolging zoals bedoeld in artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek, opgesteld door een ambtenaar;

4° attest van erfopvolging: een attest van erfopvolging zoals bedoeld in artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek, opgesteld door een ambtenaar;

5° verzoeker: een of meerdere personen die een akte of een attest van erfopvolging mogen aanvragen, overeenkomstig artikel 4.59, § 2, eerste en tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek;

6° databank: de databank aangelegd door de Algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie voor de uitvoering van haar wettelijke en reglementaire opdrachten.

HOOFDSTUK 2 — Akte van erfopvolging

Afdeling 1 — Aanvraag

Art. 2. De verzoeker kan zowel op papier als via MyMinfin een aanvraag indienen tot opmaak en aflevering van een akte van erfopvolging en daarbij de vereiste stukken te voegen.

Art. 3. De documenten op papier worden via een aanbieder van postdiensten verstuurd naar het door de administratie meegedeelde adres.

Deze documenten worden verwerkt door de administratie overeenkomstig artikel 213, § 1, van de wet van 26 januari 2021 betreffende de dematerialisatie van de relaties tussen de Federale Overheidsdienst Financiën, de burgers, rechtspersonen en bepaalde derden en tot wijziging van diverse fiscale wetboeken en wetten.

Afdeling 2 — Opmaak en ondertekening

Art. 4. De akte van erfopvolging wordt in gedematerialiseerde vorm opgemaakt.

Art. 5. De ambtenaar ondertekent de akte met een handtekening als bedoeld in artikel 8.15, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 6. Uiterlijk vóór de hypothecaire overschrijving van de akte van erfopvolging kan de ambtenaar verbeteringen of aanvullingen aanbrengen aan de voet van de minuut om een materiële vergissing of vergetelheid recht te zetten, zonder afbreuk te doen aan de draagwijdte van de akte.

Elke latere uitgifte van de akte vermeldt deze verbeteringen of aanvullingen.

Section 3 — Conservation

Art. 7. L'administration conserve les minutes des actes d'hérédité dans la banque de données au moins pendant cinquante ans. Elle peut les transférer aux Archives de l'Etat dès qu'elles datent de plus de cinquante ans et les leur transfère dès qu'elles ont plus de septante-cinq ans.

Section 4 — Répertoire

Art. 8. Chaque bureau de l'administration tient un répertoire des actes d'hérédité établis par les fonctionnaires du bureau.

Chaque article du répertoire mentionne :

- 1° le numéro de suite et la date de l'acte ;
- 2° le nom et le premier prénom du fonctionnaire ;
- 3° les nom, prénoms et dernier domicile du défunt ;
- 4° l'indication de l'enregistrement et d'une ou plusieurs transcriptions.

Le numéro de répertoire est indiqué au début de la minute.

Le répertoire est clôturé à la fin de l'année par la signature du chef de service du bureau.

Art. 9. L'administration conserve les répertoires dans la banque de données au moins pendant cinquante ans. Elle peut les transférer aux Archives de l'Etat dès qu'ils datent de plus de cinquante ans et les leur transfère dès qu'ils datent de septante-cinq ans.

Section 5 — Délivrance

Art. 10. Une expédition ou un extrait littéral de l'acte d'hérédité peut être délivré aussi bien sur support papier que sous forme dématérialisée.

Les expéditions et extraits délivrés sous forme dématérialisée sont signés de la manière prescrite par l'article 5.

L'expédition ou l'extrait d'un acte d'hérédité dans lequel il est fait référence à un acte passé antérieurement s'assortit d'une copie de cet acte.

Sauf disposition expresse contraire, l'expédition ne doit pas s'assortir des pièces jointes à la minute, s'il est question d'une expédition signée conformément à l'alinéa 2, à condition que soit précisé au bas de cette expédition quelles pièces sont jointes à la minute. En pareil cas, l'expédition ne doit pas s'assortir de la copie visée à l'alinéa 3.

Art. 11. Aucune expédition ou aucun extrait de l'acte d'hérédité ne peut être délivré tant que le demandeur n'a pas payé le montant nécessaire pour couvrir les droits et frais éventuellement dus.

Si plusieurs personnes sont le demandeur, chacune d'entre elles est solidairement tenue au paiement.

Art. 12. Les actes d'hérédité sont légalisés lorsque cela est exigé pour valoir en dehors du territoire de la Belgique. La légalisation est faite par le Ministre des Affaires étrangères.

CHAPITRE 3 — Certificat d'hérédité

Section 1^{er} — Demande

Art. 13. Les articles 2 et 3 s'appliquent également aux certificats d'hérédité.

Section 2 — Etablissement et signature

Art. 14. L'article 4 s'applique également aux certificats d'hérédité.

Art. 15. Le fonctionnaire signe le certificat avec une signature électronique avancée au sens de l'article 3.11 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Section 3 — Conservation

Art. 16. L'administration conserve les certificats d'hérédité dans la banque de données durant vingt ans. Ils sont ensuite transférés aux Archives de l'Etat ou détruits en exécution des articles 1^{er} et 5 de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives.

Afdeling 3 — Bewaring

Art. 7. De administratie bewaart de minuten van de akten van erfopvolging in de databank gedurende minstens vijftig jaar. Ze kan deze overbrengen naar het Rijksarchief zodra ze vijftig jaar oud zijn en brengt ze naar het Rijksarchief over van zodra ze meer dan vijfenzeventig jaar oud zijn.

Afdeling 4 — Repertorium

Art. 8. Elk kantoor van de administratie houdt een repertorium bij van de akten van erfopvolging die door de ambtenaren van het kantoor worden verleden.

Elk artikel van het repertorium vermeldt:

- 1° het volgnummer en de datum van de akte;
- 2° de naam en eerste voornaam van de ambtenaar;
- 3° de naam, voornamen en laatste woonplaats van de erflater;
- 4° de vermelding van de registratie en van één of meerdere overschrijvingen.

Het nummer van het repertorium wordt in de aanhef van de minuut vermeld.

Het repertorium wordt op het einde van het jaar afgesloten door de handtekening van het diensthoofd van het kantoor.

Art. 9. De administratie bewaart de repertoria in de databank gedurende minstens vijftig jaar. Ze kan deze overbrengen naar het Rijksarchief zodra ze vijftig jaar oud zijn en brengt ze naar het Rijksarchief over van zodra ze meer dan vijfenzeventig jaar oud zijn.

Afdeling 5 — Aflevering

Art. 10. Een uitgifte of letterlijk uittreksel van de akte van erfopvolging kan zowel op papier als in gedematerialiseerde vorm worden afgeleverd.

De in gedematerialiseerde vorm afgeleverde uitgiften en uittreksels worden ondertekend zoals voorgeschreven in artikel 5.

Bij de uitgifte of het uittreksel van een akte van erfopvolging waarin wordt verwezen naar een vroeger verleden akte, moet een kopie van laatstgenoemde akte gevoegd worden.

Behoudens andersluidende wettelijke bepaling, moeten de stukken die aan de minuut gehecht worden, niet opgenomen worden in de uitgifte, indien het gaat om een uitgifte ondertekend zoals bepaald in het tweede lid, mits deze uitgifte onderaan vermeldt welke stukken aan de minuut gehecht zijn. In dit geval moet de kopie zoals bepaald in het derde lid, niet gevoegd worden bij de uitgifte.

Art. 11. Er kan geen uitgifte of uittreksel van de akte van erfopvolging worden afgeleverd dan na betaling door de verzoeker van het bedrag dat nodig is om de eventueel verschuldigde rechten en kosten te dekken.

Indien meerdere personen de verzoeker zijn dan is elk van hen hoofdelijk gehouden tot die betaling.

Art. 12. De akten van erfopvolging worden gelegaliseerd wanneer dat vereist is om ze te kunnen doen gelden buiten het grondgebied van België. De legalisatie wordt verricht door de Minister van Buitenlandse Zaken.

HOOFDSTUK 3 — Attest van erfopvolging

Afdeling 1 — Aanvraag

Art. 13. De artikelen 2 en 3 zijn eveneens van toepassing op de attesten van erfopvolging.

Afdeling 2 — Opmaak en ondertekening

Art. 14. Artikel 4 is eveneens van toepassing op de attesten van erfopvolging.

Art. 15. De ambtenaar ondertekent het attest met een geavanceerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.11. van verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

Afdeling 3 — Bewaring

Art. 16. De administratie bewaart de attesten van erfopvolging in de databank gedurende twintig jaar. Daarna worden ze overgebracht naar het Rijksarchief of vernietigd in uitvoering van de artikelen 1 en 5 van de archiefwet van 24 juni 1955.

Section 4 — Délivrance

Art. 17. Un certificat d'hérédité peut être délivré sous forme dématérialisée et une copie peut être délivrée sur support papier.

Art. 18. Aucun certificat d'hérédité ou copie de celui-ci ne peut être délivré tant que le demandeur n'a pas payé le montant nécessaire pour couvrir les frais éventuellement dus.

Si plusieurs personnes sont le demandeur, chacune d'entre elles est solidairement tenue au paiement.

CHAPITRE 4 — Dispositions finales

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le Ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

Afdeling 4 — Aflevering

Art. 17. Een attest van erfopvolging kan in gedematerialiseerde vorm worden afgeleverd en een kopie kan op papier worden afgeleverd

Art. 18. Er kan geen attest van erfopvolging of kopie ervan worden afgeleverd dan na betaling door de verzoeker van het bedrag dat nodig is om de eventueel verschuldigde kosten te dekken.

Indien meerdere personen de verzoeker zijn dan is elk van hen hoofdelijk gehouden tot die betaling.

HOOFDSTUK 4 — Slotbepalingen

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De minister bevoegd voor Financiën en de Minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Buitenlandse zaken,
H. LAHBIB

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/201935]

7 MAI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 septembre 2022, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, relative au crédit-temps et aux emplois de fin de carrière 2021-2022 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 29 septembre 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux, relative au crédit-temps et aux emplois de fin de carrière 2021-2022.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/201935]

7 MEI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 september 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen, betreffende tijdskrediet en landingsbanen 2021-2022 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 29 september 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen, betreffende tijdskrediet en landingsbanen 2021-2022.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.